

Belgacom E-Trust
Conditions Générales
Certificat Qualifié ou Normalisé E-Trust pour Personnes Morales

Version 1.0

Article 1. Objet

1.1. Belgacom E-Trust (ci-après « Belgacom E-Trust ») offre la possibilité de vérifier l'identité électronique d'une personne morale, basée sur une technique de cryptographie asymétrique.

1.2. A cette fin, Belgacom E-Trust émet un certificat du type « Certificat Qualifié ou Normalisé pour Personnes Morales » (ci-après dénommé le « Certificat »). Il s'agit d'un Certificat dont la délivrance est conditionnée à la présentation personnelle d'un responsable mandaté représentant la personne morale durant le processus d'enregistrement (ci-après dénommé le « Demandeur »). Ce Certificat fournit un niveau très élevé de garantie pour assurer le lien entre l'identité électronique d'une personne morale et éventuellement d'un service au sein de cette personne morale, une clé publique et son usage autorisé.

Ce Certificat fournit le degré le plus élevé de garantie d'authentification correcte puisque le Demandeur du Certificat doit :

- être un responsable dûment mandaté comme représentant la personne morale et ;
- soit se rendre en personne auprès d'une Autorité d'Enregistrement Locale (ci-après Local Registration Authority ou LRA) afin d'être enregistré correctement avant l'émission de son Certificat par le Prestataire de Services de Certification,
- soit disposer au préalable d'un Certificat de niveau équivalent pour procéder valablement à cette demande.

La validation de la demande nécessitera la fourniture de la preuve de l'identité du Demandeur du Certificat et la vérification des pièces fournissant la preuve de son mandat de représentant de la personne morale et des informations correspondantes devant éventuellement être certifiées.

1.3. Le Certificat est émis sous la **Politique de Certificat relative au Certificat Qualifié ou Normalisé E-Trust pour Personnes Morales** dont la référence est 0.3.2062.9.6.1.25.0.1.0 (ci-après dénommé la "CP") qui reprend et identifie plusieurs Politiques de certificats suivant l'usage qu'il peut en être fait, suivant que la génération de la Paire de Clés a été faite par le Demandeur titulaire du Certificat ou par Belgacom E-Trust, et suivant que la Clé Privée a été générée et ne peut être



utilisée que dans un Dispositif Sécurisé de Création de Signature (ci-après dénommé « Secure Signature Creation Device » ou « SSCD ») ou pas.

Il en découle deux grands types de Certificats. D'un côté, les **Certificats Qualifiés** dont l'usage est strictement réservé au support de la signature digitale avancée/parfaite automatiquement équivalente à la signature manuscrite, conformément à la directive européenne 1999/93/EC et sa transposition dans la loi belge fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de Certification (cf. Loi du 9 juillet 2001).

De l'autre côté, les **Certificats Normalisés** dont l'usage est soit le chiffrement, soit l'authentification, soit la signature digitale normalisée (à l'exclusion donc des signatures digitales avancées/parfaites automatiquement équivalentes à la signature manuscrite), soit une combinaison des usages précédents.

Ces Certificats sont compatibles avec et satisfont les exigences fournies dans les standards techniques respectivement ETSI 101 456 et ETSI 102 042.

Les Certificats émis en accord avec la CP incluent deux identifiants de Politique de Certificat, comme spécifié dans le tableau 1 ci-dessous, qui peuvent être utilisés par les parties tierces afin de déterminer l'applicabilité et la fiabilité du Certificat en rapport à une application particulière.

Les identifiants pour les Politiques de Certificats Qualifiés ou Normalisés pour Personnes Morales spécifiées dans le présent document sont repris dans le Tableau 1 ci-dessous.

Certificat Qualifié E-Trust pour
personnes morales (pour
la Signature Qualifiée uniquement)

	Certificat Qualifié sans SSCD (OID ETSI 101 456): 0.4.0.1456.1.2 Génération des clés par le titulaire: 0.3.2062.9.6.1.25.2.1
Certificat Qualifié avec SSCD (OID ETSI 101 456): 0.4.0.1456.1.1 Génération des clés par le CSP: 0.3.2062.9.6.1.25.3.1	Certificat Qualifié sans SSCD (OID ETSI 101 456): 0.4.0.1456.1.2 Génération des clés par le CSP: 0.3.2062.9.6.1.25.4.1

Certificat Normalisé E-Trust
pour personnes morales

	Certificat Normalisé sans SSCD (OID ETSI 102 042) 0.4.0.2042.1.1 et Génération des clés par le titulaire: 0.3.2062.9.6.1.25.6.1
Certificat Normalisé avec SSCD (OID ETSI 102 042) 0.4.0.2042.1.2 et Génération des clés par le CSP: 0.3.2062.9.6.1.25.7.1	Certificat Normalisé sans SSCD (OID ETSI 102 042) 0.4.0.2042.1.1 et Génération des clés par le CSP: 0.3.2062.9.6.1.25.8.1

Tableau 1. Identification de la Politique de Certificat Qualifié ou Normalisé E-Trust pour personnes morales

1.4. Le Certificat ne garantit pas que :

- Les données signées à l'aide de la Clé Privée soient exemptes de vices, tels que, à titre non exhaustif, des virus, des bogues, des chevaux de Troies ou des bombes logiques. Le Demandeur en assume toute la responsabilité.
- L'utilisation des données signées à l'aide de la Clé Privée, à titre non-exhaustif,



n'ait pas pour conséquence une perte de données et ne puisse pas occasionner de dommage à, par exemple, un logiciel ou aux systèmes opératoires du tiers-utilisateur, ce dont le Demandeur assume toute responsabilité.

- Les données signées à l'aide de la Clé Privée ne soient pas interceptées par un tiers.

Article 2. Demande du Certificat

2.1. Le Demandeur désire acquérir un Certificat. A cette fin, il remplit le bon de commande du type Certificat Qualifié ou Normalisé pour Personnes Morales en vigueur au moment de la demande (ci-après dénommé « Bon de Commande »). Les Bons de Commande sont disponibles en ligne à l'adresse Internet suivante : <http://www.e-trust.be/CPS/QNcerts> .

2.2 En remplissant et en signant le Bon de Commande, le Demandeur accepte les présentes Conditions Générales, ainsi que la CP et le "Certification Practice Statement for Qualified or Normalised Certificates" (ci-après le "CPS"), relatifs aux Certificats Qualifiés ou Normalisés E-Trust pour Personnes Morales, tels que ces documents sont disponibles en ligne à l'adresse Internet suivante : <http://www.e-trust.be/CPS/QNcerts>, et dont le Demandeur reconnaît avoir pris connaissance. Ces documents formeront, avec le Bon de Commande, la convention des Parties (ci-après la "Convention").

2.3. Le Demandeur se rend auprès d'une Autorité d'Enregistrement Locale (Local Registration Authority – LRA) mandatée par Belgacom E-Trust pour l'enregistrement des demandes de Certificats¹ et telle que spécifiée dans le Bon de Commande le cas échéant, muni des documents suivants :

- Le Bon de Commande dûment complété et signé (celui-ci comporte deux volets, l'un rempli et signé par le Demandeur et l'autre rempli et signé par un représentant légal de l'Entreprise);
- Une copie (recto / verso) de la carte d'identité valide et officielle du Demandeur du Certificat, de son passeport ou de tout document officiel équivalent. La copie doit être signée par le Demandeur du Certificat;
- Les statuts de l'Entreprise;
- La demande électronique de Certificat sur disquette (option dans le cas où les clés ne seraient pas générées par le CSP);
- Dans le cas où le Demandeur n'est pas un représentant légal de l'Entreprise,
 - une copie (recto / verso) de la carte d'identité valide et officielle du représentant légal de l'Entreprise ou de son délégué mandaté, de son passeport ou de tout document officiel équivalent. La copie doit être signée par le représentant légal de l'Entreprise ou de son délégué mandaté;
 - si un délégué mandaté d'un représentant légal a signé le bon de commande, le Demandeur du Certificat doit fournir la preuve que cette personne est habilitée à signer pour le représentant légal.

¹ La liste des Autorités d'Enregistrement Locales agréées par Belgacom E-Trust dans le cadre de l'émission de Certificats Qualifiés ou Normalisés figure à l'adresse suivante : <http://www.e-trust.be/CPS/QNcerts>.



Ces documents sont utilisés pour procéder à la validation de l'identité du Demandeur et à la vérification des pièces validant les informations relatives à la personne morale et devant être certifiées.

2.4 Le Demandeur désirant renouveler le Certificat, le cas échéant modifier les données reprises au Certificat, en avertit Belgacom E-Trust immédiatement, qui prendra les mesures adéquates (suspension ou révocation éventuelle du Certificat devenu incorrect). La Convention est terminée d'office et sans donner droit à des dommages et intérêts, le jour de l'expiration du Certificat en vigueur à ce moment. Ensuite, le Demandeur procédera à la demande d'un nouveau Certificat en remplissant un Bon de Commande et en parcourant toutes les démarches décrites dans la section G de la CP conformément à l'article 6.2 des présentes conditions générales.

Article 3. Emission du Certificat

3.1. Belgacom E-Trust n'acceptera le Bon de Commande rempli et signé par le Demandeur qu'après vérification :

- des données à reprendre dans le Certificat ;
- en cas de génération de la paire de clés par le Demandeur, de la possession par le Demandeur de la Clé Privée faisant partie de la Paire de Clés dont la Clé Publique est inscrite dans la demande électronique du Certificat. La Paire de Clés est composée de la Clé Privée et de la Clé Publique.

3.2. En cas de non-acceptation du Bon de Commande rempli et signé par le Demandeur, Belgacom E-Trust en avertira le Demandeur dans les deux jours ouvrables à compter de la décision de non-acceptation.

3.3. En cas d'acceptation du Bon de Commande rempli et signé par le Demandeur, Belgacom E-Trust émettra le Certificat dans les deux jours ouvrables à compter de la date de l'acceptation du Bon de Commande. Le délai indiqué pour l'émission du Certificat est purement indicatif et ne donne droit à aucune indemnisation. Dans le cas où Belgacom E-Trust ne respecterait pas ce délai, elle en avertira le Demandeur et lui communiquera un nouveau délai pendant lequel elle fera tout son possible pour émettre le Certificat.

Article 4 . Installation

Le Demandeur est personnellement et seul responsable de l'installation du Certificat.

Article 5. Application et durée de validité du Certificat

5.1. La durée maximale de validité du Certificat est d'un an et ne peut être prolongée. A expiration de ce délai et s'il le souhaite, le Demandeur peut demander un nouveau Certificat, conformément au point 2.3 des présentes Conditions.

Article 6. Droits et obligations du Demandeur



6.1. Le Demandeur a pris connaissance et accepte explicitement le CPS et la CP relatifs au Certificat de type Certificat Qualifié ou Normalisé pour Personnes Morales de Belgacom E-Trust dont les OIDs respectifs sont **0.3.2062.9.6.0.2** et **0.3.2062.9.6.1.25.0.1**. Le CPS et la CP sont disponibles sur le website suivant : <http://www.e-trust.be/CPS/QNcerts> .

6.2. Le Demandeur respectera strictement les présentes Conditions Générales ainsi que le CPS et la CP.

Article 6bis. Droits et obligations de l'Entreprise pour laquelle le Demandeur désire l'obtention d'un Certificat

6bis.1. L'Entreprise reconnaît avoir pris connaissance de la CPS et l'accepte expressément.

6bis.2. L'Entreprise reconnaît avoir pris connaissance de la CP et l'accepte expressément.

6bis.3. L'Entreprise s'engage à respecter strictement la CPS et la CP.

Article 7. Droits et obligations des Autorités d'Enregistrement Locales

7.1. Les droits et obligations des LRAs sont reprises en section D.3 de la CP.

Article 8. Droits et obligations des Tiers

Les droits et obligations des Tiers sont repris dans la CP.

Article 9. Droits et obligations de Belgacom E-Trust

9.1. Belgacom E-Trust a le droit de suspendre et de révoquer le Certificat du Demandeur ou d'en lever la suspension dans les situations décrites dans le CPS, la CP ainsi que dans les présentes Conditions Générales, ce moyennant le respect des conditions et procédures décrites dans la CPS.

Les LRAs, en ce compris celle ayant traité la demande du Demandeur, sont également autorisées à demander - voire sont tenues de demander - la suspension ou la révocation du Certificat dans les cas visés ci-dessus.

9.2. Après émission, Belgacom E-Trust publie le Certificat dans le Registre Public de Certificats de Belgacom E-Trust.

9.3. Lors de la suspension ou révocation du Certificat, Belgacom E-Trust mentionnera le Certificat (via son numéro de série) ainsi que, le cas échéant, la raison de la suspension ou de la révocation, dans la Belgacom E-Trust Certificate Revocation List (CRL). Lorsque la suspension du Certificat est levée, la mention du



Certificat est otée de la CRL. La CRL peut être consultée en ligne à l'adresse électronique sur le website suivant : <http://www.e-trust.be/en/X500>. Belgacom E-Trust adaptera la CRL à chaque fois que le statut d'un Certificat (à savoir la suspension, révocation ou levée de la suspension) est modifié.

9.4. Belgacom E-Trust fournira ses meilleurs efforts et prendra les mesures nécessaires afin que le Registre Public de Certificats de Belgacom E-Trust et la CRL puissent être consultés par quiconque à tout moment.

9.5. Au plus tard un mois avant l'échéance du terme du Certificat, Belgacom E-Trust informera le Demandeur du fait que l'expiration du Certificat est proche. Par défaut, cet avertissement se fera par e-mail et contiendra au moins la date de l'expiration de la validité du Certificat.

Article 10 . Garanties

10.1. Belgacom E-Trust

10.1.1. Belgacom E-Trust garantit uniquement

- l'exactitude des données certifiées dans le Certificat au moment de l'émission du Certificat ;
- le respect strict des procédures pertinentes mentionnées dans les CPS et CP lors de l'émission du Certificat.

Sauf si Belgacom E-Trust prouve qu'elle n'a commis aucune négligence.

10.1.2. Pour les Certificats Qualifiés uniquement, Belgacom E-Trust garantit également que

- le signataire identifié dans le certificat détenait les données afférentes à la création de signature correspondant aux données afférentes à la vérification de signature fournies ou identifiées dans le certificat,
- les données afférentes à la création de signature et celles afférentes à la vérification de signature puissent être utilisées de façon complémentaire (dans le cas où Belgacom E-Trust génère ces deux types de données).

10.1.3. Sans préjudice à la loi du 9 juillet 2001, les garanties mentionnées dans les présents articles sont les seules garanties offertes par Belgacom E-Trust dans le cadre de la Convention.

10.2. Le Demandeur

10.2.1. Le Demandeur garantit que toutes les données communiquées par lui dans le Bon de Commande sont correctes.

10.2.2. Dans le cas où Belgacom E-Trust ne serait pas responsable de la génération de la Paire de Clés, le Demandeur garantit que lorsqu'il remplit le Bon de Commande, sa Clé Publique n'a pas encore fait l'objet d'un Certificat, de quelque type que ce soit (émis par Belgacom E-Trust ou une autre autorité de certification) ou d'une autre demande de Certificat (auprès de Belgacom E-Trust ou d'une autre



autorité de certification).

10.2.3. Le Demandeur garantit qu'à partir du moment où il a rempli le Bon de Commande et sous réserve que sa demande soit acceptée, la Clé Publique ne fera pas l'objet d'une nouvelle demande de Certificat (auprès de Belgacom E-Trust ou d'une autre autorité de certification) pendant la durée de la Convention.

10.2.4. Le Demandeur garantira Belgacom E-Trust et toute Autorité d'Enregistrement Locale de tout cas d'action, réclamation ou plainte émanant d'une partie ou d'un tiers quelconque à raison d'un dommage ou d'une perte subis suite à l'utilisation du ou à la confiance accordée en un Certificat, dans les cas où:

- le Demandeur a omis de communiquer des données correctes à Belgacom E-Trust ou
- le Demandeur a induit Belgacom E-Trust en erreur ou
- le Demandeur a omis de protéger sa Clé Privée d'une façon fiable (« selon l'état de la technique, en utilisant des systèmes fiables pour protéger la clé »).

Article 11 . Responsabilité

11.1. La responsabilité de Belgacom E-Trust ainsi que de toute Autorité d'Enregistrement Locale, et les limitations y afférentes, sont celles reprises aux articles 2.2. et 2.3 du CPS.

11.2. Sans préjudice de l'article 11.1 ci-dessus, Belgacom E-Trust et toute Autorité d'Enregistrement Locale ne peuvent être tenues responsables par le Demandeur ou un tiers

- de l'utilisation du Certificat par le Demandeur ou par un tiers ; ou des conséquences de cette utilisation ou,
- des actes posés par le Demandeur ou par un tiers sur la base du Certificat, et leurs conséquences.

Article 12 . Contrôle du contenu du Certificat

12.1. Le Certificat est réputé accepté par le Demandeur, et l'Entreprise, dès la survenance du premier des événements suivants soit le 7ième jour après sa publication sur le Registre public de Certificat (Certificate Public Registry) de Belgacom E-Trust soit au moment de la première utilisation par le Demandeur. Pendant la période sus-mentionnée, le Demandeur, et l'Entreprise, est responsable de la vérification de l'exactitude du contenu de son Certificat publié. Si le Demandeur, ou l'Entreprise, remarque une incohérence entre les informations de l'accord contractuel et le contenu de son Certificat, il/elle doit en informer Belgacom E-Trust sans délai. Belgacom E-Trust révoquera alors le Certificat et prendra les mesures appropriées pour ré-émettre un Certificat. Ceci constitue le seul recours concernant la non-acceptation du Certificat.

Article 13 . Prix et facturation



13.1 En principe, Belgacom E-Trust envoie une facture à chaque fois qu'elle reçoit et traite un Bon de Commande et émet un Certificat. La facture, créée sur base du Bon de Commande, est envoyée dans les deux mois après l'émission du Certificat.

13.2 Le prix de l'émission du Certificat est celui en vigueur au moment de la demande du Certificat, tel que repris sur le Bon de Commande rempli et signé par le Demandeur et accepté par Belgacom E-Trust.

13.3 Sauf accord écrit de Belgacom E-Trust, la facture doit être payée dans les trente jours calendrier à compter de la date de facturation. L'expiration de ce délai de paiement met le Demandeur en demeure d'office et sans qu'une mise en demeure écrite ne soit nécessaire. Dès l'expiration du délai de paiement, des intérêts moratoires sont dus. Ils seront calculés sur base du taux légal augmenté de 5% avec un minimum de 12% l'an.

13.4 Belgacom E-Trust se réserve le droit de modifier le prix d'émission du Certificat pendant la durée de validité du Certificat. En cas de diminution du prix pendant la durée de la Convention, Belgacom E-Trust appliquera immédiatement le nouveau prix valable au moment de la facturation. En cas d'augmentation du prix, l'ancien prix reste d'application pour la durée de la Convention.

Article 14. Protection de la vie privée

14.1 Lors de la demande d'un Certificat, le Demandeur, et le cas échéant l'Entreprise, communiquent des données personnelles (par écrit, oralement, etc.).

14.2 Ces données qui sont communiquées à Belgacom E-Trust et à l'Autorité d'Enregistrement Locale par le Demandeur, et le cas échéant l'Entreprise, sont enregistrées dans les bases de données de Belgacom E-Trust (Boulevard du Roi Albert II 27, 1030 Bruxelles) et de l'Autorité d'Enregistrement Locale. Les données seront utilisées par Belgacom E-Trust uniquement afin de fournir les services de certification de Belgacom E-Trust (notamment l'émission et la gestion de certificats). Des informations supplémentaires peuvent être obtenues auprès du registre public de la Commission de la Protection de la Vie Privée – Bd. de Waterloo 115 à 1000 Bruxelles).

14.3 Si le Demandeur est une personne physique, il peut, sous condition de prouver son identité conformément à la loi du 8 décembre 1992 sur la protection de la vie privée en matière de traitement de données personnelles, obtenir de Belgacom E-Trust la communication gratuite des données personnelles lui afférentes ainsi que, le cas échéant, la correction des données incorrectes, incomplètes ou impertinentes, et également de formuler des objections à leur traitement ultérieur et de s'opposer, gratuitement et à tout moment, à leur utilisation à des fins de marketing direct moyennant une demande datée et signée adressée au Belgacom Privacy Service (département juridique), Boulevard du Roi Albert II, 27 à 1030 Bruxelles. Le Demandeur peut également, à tout moment et sans frais, s'opposer au traitement de ses données à des fins de démarchage direct.



Article 15 . Problèmes techniques et plaintes

En cas de problèmes techniques ayant trait au Certificat et en cas de plaintes ayant trait aux services fournis dans le cadre de la présente convention le Demandeur peut prendre contact avec le helpdesk de Belgacom E-Trust (numéro de téléphone 0800 33 150, numéro de fax 0800 933 16 et e-mail : info@e-trust.be).

Article 16. Durée et fin

16.1 Le Bon de Commande accepté par Belgacom E-Trust, les présentes Conditions Générales, la CP et le CPS constituent la Convention conclue entre le Demandeur et Belgacom E-Trust.

En cas de contradiction, l'ordre de priorité est le suivant

- les Conditions Générales prévalent sur la CP et le CPS, et
- la CP prévaut sur le CPS.

16.2 La Convention entre en vigueur le jour de l'acceptation par Belgacom E-Trust du Bon de Commande rempli et signé par le Demandeur et prend fin à la date d'échéance du Certificat.

16.3 La Convention prend fin d'office lors de la révocation ou de l'expiration du Certificat, quel qu'en soit le motif.

16.4 Modalités de résiliation

En cas de faute ou de non-respect de la convention par le Demandeur ou par Belgacom E-Trust, la partie lésée mettra l'autre partie en demeure par lettre recommandée. Si la partie mise en demeure reste en défaut de remédier à sa défaillance dans un délai de quatorze jours calendrier à compter de la date d'envoi de la lettre recommandée, la partie lésée a le droit de mettre fin à la Convention, ce sans préjudice de la réclamation de dommages et intérêts.

16.5 Situation des parties à la fin de la Convention

16.5.1 A la fin de la Convention, pour quelque motif que se soit, le Demandeur cessera immédiatement toute utilisation du Certificat.

16.5.2 Lorsque la durée de validité du Certificat n'est pas encore expirée lors de la fin de la Convention, pour quelque motif que ce soit, Belgacom E-Trust révoquera le Certificat, ce d'office et sans préavis ni indemnité à raison d'une telle révocation.

16.5.3 Toute résiliation ou expiration de la Convention, pour quelque motif que ce soit, s'opère sans préjudice des droits et obligations mutuels des parties découlant de la Convention et destinés à survivre la fin de celle-ci.



Article 17. Dispositions Générales

17.1 Toute notification entre le Demandeur et Belgacom E-Trust est faite valablement aux adresses figurant sur le Bon de Commande, sauf en cas de communication d'un changement d'adresse par une des parties par lettre recommandée, fax ou e-mail signé. Les parties conviennent qu'une notification peut également se faire par e-mail. Sauf stipulation contraire explicite, les parties conviennent que toute communication par e-mail valablement signé ayant lieu entre eux aura la même valeur qu'une correspondance écrite et signée.

17.2 Les informations au sujet de communications, la Convention et les paiements, enregistrées par Belgacom E-Trust ou la LRA sur un support durable, auront une force probante équivalente aux originaux jusqu'à preuve du contraire.

17.3 Lorsqu'une disposition de la Convention est déclarée nulle ou inapplicable, ladite disposition sera censée ne jamais avoir été écrite et les autres dispositions de la Convention resteront d'application. Le Demandeur et Belgacom E-Trust s'engagent à mettre tout en œuvre afin de remplacer la disposition déclarée nulle ou inapplicable par une disposition se rapprochant le mieux de la finalité économique de la disposition déclarée nulle ou inapplicable.

17.4 La non-exécution par Belgacom E-Trust ou par le Demandeur de leurs droits n'impliquera aucunement une renonciation à ces droits.

17.5 La Convention est la seule et unique énumération des obligations de Belgacom E-Trust et du Demandeur. Elle remplace et annule toutes autres obligations, conventions, négociations et propositions antérieures ayant le même objet.

17.6 Force majeure

17.6.1 Les parties ne peuvent être tenues responsables de délais ou manquements dans l'exécution de la Convention lorsque ces derniers sont (i) la conséquence des faits ou circonstances raisonnablement indépendants de la volonté d'une des parties, (ii) imprévisibles et (iii) inévitables.

17.6.2 Lorsqu'une partie invoque de tels faits ou circonstances, elle mettra tout en œuvre afin d'éviter de tels cas de force majeure, ainsi que d'en limiter la durée dans toute la mesure du possible et en informera l'autre partie immédiatement par écrit. Elle informera également l'autre partie de la fin de ces faits ou circonstances.

17.7 Cession

17.7.1 Belgacom peut à tout moment céder tout ou partie de ses droits et obligations découlant de la Convention à une de ses filiales ou société apparentée et ce à titre libératoire en ce qui la concerne et sans l'accord du Demandeur.

17.7.2 Le Demandeur ne peut céder la totalité ou une partie de ses droits ou



obligations découlant de la Convention sans accord préalable et écrit de Belgacom E-Trust.

17.8 Modification des Conditions Générales

Belgacom E-Trust a le droit de modifier les dispositions des présentes Conditions Générales. Belgacom E-Trust en informera le Demandeur au préalable par un avertissement sur sa page Web (<http://www.e-trust.be/CPS/QNcerts>) ou par e-mail. Lorsque le Demandeur n'accepte pas les modifications, il dispose d'un délai de quatorze jours calendrier, à partir du jour de l'envoi de l'e-mail d'avertissement pour résilier la Convention. Lorsque le Demandeur ne résilie pas la Convention, il est censé avoir accepté les modifications.

17.9 Confidentialité

Les parties s'engagent à ne pas divulguer les données confidentielles résultant de la conclusion de l'exécution ou de l'expiration de la Convention et ne les utiliseront que dans le cadre de l'exécution de la Convention. Les parties considèrent comme confidentielles toutes les données ayant trait au Demandeur, à Belgacom E-Trust ou au contenu de la Convention. Toute partie demeure propriétaire des données confidentielles communiquées à l'autre partie. La présente obligation de confidentialité est valable pendant toute la durée de la Convention ainsi que pour un terme de trois ans suivant l'expiration de celle-ci, ce pour quelque cause que ce soit.

Article 18. Règlement de conflits

18.1 Belgacom E-Trust et le Demandeur s'engagent à tout mettre en œuvre afin de trouver un règlement à l'amiable pour tout conflit relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention. A défaut d'un règlement à l'amiable, tout différend afférent à la Convention ressortira exclusivement aux cours et tribunaux comprenant la ville de Bruxelles dans leur ressort.

Nonobstant l'alinéa précédent, toute demande relative à la suspension ou à la révocation du certificat ou à une demande usant une telle suspension ou révocation, qui serait fondée sur la contestation des motifs invoqués alors que ces motifs seraient couverts, dans le chef d'une LRA quelconque, par le secret professionnel, sera soumis à l'arbitrage d'un arbitre suivant les règles du CEPANI étant expressément convenu que la LRA concernée agira au nom et pour compte de Belgacom E-Trust dans le cadre d'une telle procédure arbitrale.

18.2 La Convention est soumise au droit belge.



**Formulaire de demande
de suspension / réhabilitation après suspension / révocation
d'un Certificat Qualifié ou Normalisé E-Trust**

Veuillez utiliser le formulaire de demande de suspension / réhabilitation après suspension / révocation d'un Certificat Qualifié ou Normalisé E-Trust qui est disponible sur le site web www.e-trust.be/CPS/QNcerts.

Pour procéder à une suspension:

Téléphonez au **078-15-24-70** pour communiquer les informations requises dans le formulaire de suspension / réhabilitation / révocation disponible sur le site web www.e-trust.be/CPS/QNcerts ou envoyez ce formulaire dûment rempli par fax au numéro **02/203.92.25** ou par courrier postal à Belgacom E-Trust Certification Services, bd du Roi Albert II, 27, B-1030 Bruxelles.

Pour procéder à une révocation ou à une réhabilitation après suspension:

1. Téléphonez au **078-15-24-70** pour communiquer les informations reprises dans le formulaire de révocation disponible sur le site web www.e-trust.be/CPS/QNcerts, **OU** envoyez ce formulaire par e-mail à l'adresse srao@e-trust.be, **OU** envoyez ce formulaire dûment rempli par fax au numéro **02/203.92.25** ou par courrier postal à Belgacom E-Trust Certification Services, bd du Roi Albert II, 27, B-1030 Bruxelles

ET 2. Prenez rendez-vous avec une Autorité d'Enregistrement Locale agréée par Belgacom E-Trust pour la délivrance des Certificats Qualifiés² et présentez-vous avec le présent formulaire dûment rempli et la copie (recto/verso) signée de votre carte d'identité.

² La liste des Autorités d'Enregistrement Locales agréées par Belgacom E-Trust est disponible sur le site web de Belgacom E-Trust à l'adresse suivante : <http://www.e-trust.be/CPS/QNcerts>.